

DES HAUTS ET DES BAS

TANDIS que le ralentissement économique de l'année 2008 se transformait en une crise financière aiguë, laquelle engendrait à son tour une récession mondiale, on a vu se multiplier les références à la Grande Dépression des années 1930, ainsi qu'aux récessions plus ou moins graves qui ont ponctué les décennies écoulées depuis la Seconde Guerre mondiale. Il ne se trouve guère de commentateurs, cependant, pour rappeler que la récession a été un trait récurrent de l'économie capitaliste depuis le début du XIX^e siècle.

En effet, des années 1820 à la fin des années 1930, l'histoire économique a été divisée presque également entre périodes de prospérité et marasmes, ces derniers se faisant plus profonds et plus longs au fil du temps. Ces crises économiques ont inspiré une vaste littérature théorique, destinée à analyser leurs causes et leur déroulement. Elles ont également suscité la création d'outils statistiques qui permettent de les identifier et de suivre leur trajectoire.

Si l'antique concept de « cycle économique » en dents de scie ne fait que de rares apparitions dans les commentaires économiques actuels, c'est peut-être parce que, comparées aux précédentes, les récessions de l'après-guerre sont restées brèves et modérées. Il est vrai que les prétentions des économistes keynésiens – qui se targuaient d'avoir mis fin après 1945 au cycle crise-prise et à ses dangers grâce à

un « réglage minutieux » de l'économie sous le contrôle étatique – ne survécurent pas à la combinaison d'inflation et de stagnation qui sévit dans les années 1970. Mais, plus récemment, la capacité de l'économie à rebondir rapidement après une période difficile amena les économistes « néolibéraux », dotés d'une confiance nouvelle, à affirmer avec aplomb que le capitalisme était tout simplement prospère par nature.

Or, bien au contraire, le cycle en dents de scie démarra aussitôt que la croissance de l'économie marchande et la Révolution industrielle eurent favorisé l'apparition du capitalisme sur des territoires assez vastes pour qu'il devînt le système social dominant, dès les premières décennies du XIX^e siècle. Avant cela, bien sûr, la vie économique était déjà perturbée par toutes sortes de calamités : la guerre, les épidémies, les mauvaises récoltes et les pénuries*.

L'avènement du capitalisme engendra toutefois des phénomènes insolites : la famine dans les temps de récoltes abondantes, des usines à l'arrêt et des ouvriers au chômage en temps de paix malgré le besoin des biens qu'ils produisaient. De tels désordres dans le processus « normal » de la production, de la distribution et de la consommation résultaient non plus de causes climatiques, sanitaires ou politiques mais de facteurs spécifiquement *économiques* : le manque d'argent pour acheter les biens nécessaires, des profits trop faibles pour rendre les investissements rentables. C'est ainsi que survinrent, tous les dix ans en moyenne, des crises majeures en 1825, 1836-39, 1847-51, 1866-71, 1873-79, 1882-84, 1890-93,

* Dans les sociétés « protocapitalistes » qui précèdent la Révolution industrielle, les manipulations du marché et la spéculation pouvaient déjà provoquer des crises financières d'une importance historique primordiale. Ne serait-ce qu'en France, la banqueroute du système de Law en 1719 ou l'agio-tage pendant la Révolution française en sont des exemples bien connus. Ces crises étaient le plus souvent liées à l'introduction anarchique de papier fiduciaire et non aux soubresauts cycliques d'une production industrielle alors quasi-inexistante (NdT).

1900-03, 1907-09, 1911-13, 1920-23, dont la gravité et l'ampleur s'accroissent régulièrement jusqu'à la Grande Dépression de 1929.

Tous ces moments furent marqués par la chute de la production industrielle, une forte hausse du chômage, la baisse des salaires et des prix, la défaillance des institutions financières, précédée ou suivie de paniques boursières et d'un resserrement du crédit. Chacune de ces crises était suivie par un retour à des niveaux de production et d'emploi supérieurs à ce qu'ils étaient auparavant. Au début, seuls les pays les plus riches en capitaux étaient touchés : la crise de 1825, par exemple, n'affecta que la Grande-Bretagne et les États-Unis. Mais au cours des cent années suivantes, au fur et à mesure que la domination du capital s'étendait à la planète tout entière et que les pays étaient plus étroitement liés entre eux par le commerce et les mouvements de capitaux, le cycle crise-reprise toucha toujours plus de pays, même s'ils ne vivaient pas toutes ces phases de la même manière, avec la même ampleur et au même moment.

Alors qu'au début du XIX^e siècle les champions du libre-échange – les ancêtres des néolibéraux actuels – affirmaient qu'une crise *générale* du système économique, par opposition à des déséquilibres ponctuels et temporaires, était tout simplement impossible, d'autres économistes, plus réalistes, s'efforçaient d'analyser les causes du modèle cyclique. Dans une économie de marché, les décisions – où investir son argent, quelles marchandises produire et en quelles quantités – sont prises avant de connaître précisément l'état réel de la demande et du pouvoir d'achat, et cette incertitude joue à l'évidence un rôle fondamental dans les fluctuations récurrentes de l'activité économique. C'est avec le temps que les différentes composantes d'un système aussi complexe s'adaptent peu ou prou les unes aux autres. Un autre axiome fondamental du capitalisme – la valeur marchande totale des biens produits doit, pour qu'il y ait profit, être supérieure à la somme totale

des salaires – induit un déséquilibre inhérent entre la production et la consommation finale.

Cependant, comme ces deux données, l'incertitude et le déséquilibre, caractérisent en permanence la société capitaliste, il n'est pas aisé de discerner comment elles pourraient expliquer l'alternance récurrente entre des périodes de croissance et des crises assez graves, parfois, pour donner à penser à certains que le système est en fait en train de s'effondrer définitivement. Les économistes, jamais à court d'imagination, ont cherché des explications extérieures à l'économie proprement dite – telles que les taches du soleil, dont l'augmentation et la diminution cyclique semblent correspondre étroitement aux données économiques et pourraient affecter l'économie par leurs effets sur l'agriculture. D'autres, portés sur la psychologie, ont examiné les vagues d'optimisme et de pessimisme, peut-être causées par l'évolution des taux de mortalité, pour expliquer la hausse et la baisse de l'investissement.

Une explication plus plausible du schéma cyclique et des variations de la rentabilité des investissements est apparue dans l'étude majeure des données économiques qu'ont menée pendant des décennies l'économiste Wesley Mitchell et ses collaborateurs du NBER [Bureau national de la recherche économique] de Washington. Pour reprendre la définition de Mitchell, même s'il s'agit d'un lieu commun quasi tautologique, le profit est « la différence entre les prix qu'une entreprise paie pour tout ce qu'elle doit acheter et les prix qu'elle reçoit pour tout ce qu'elle vend ». Étant donné qu'une entreprise doit régulièrement dégager des profits pour continuer à prospérer, « la réalisation de profits est nécessairement l'objectif directeur de la gestion d'une affaire ».

Ainsi les choix des détenteurs de capitaux, concernant l'endroit où investir et les biens qu'il convient de produire, sont uniquement déterminés par la quête du profit. Dans certaines périodes, les entreprises sont plus florissantes qu'à d'autres moments et réalisent en moyenne davantage de

profits. La société dans son ensemble bénéficie d'une prospérité accrue quand le taux de profit moyen est élevé, alors que sa diminution peut amener la crise.

* *
*

MAIS qu'est-ce qui détermine ces changements de la rentabilité de l'investissement de capitaux ? La question – esquivée par Mitchell – ne repose pas seulement sur les attentes des capitalistes et sur leur volonté d'investir, mais aussi sur leur *capacité* à investir : soit l'argent disponible pour l'investissement est prélevé sur les profits existants, soit il est emprunté dans la perspective de profits futurs, qui doivent alors impérativement être dégagés pour rembourser les prêts. La question de l'importance moyenne des profits réalisés à un moment donné est si fondamentale qu'elle nous conduit au cœur du système économique. Comme l'a expliqué Mitchell, au sujet de la régulation des décisions commerciales par la nécessité du profit, « l'industrie est subordonnée au commerce, la fabrication de biens au gain d'argent ». Mais qu'est-ce qui détermine l'ampleur de la différence, qui constitue le profit, entre coûts de production et prix de vente ?

Pour citer de nouveau Mitchell, dans une économie moderne, « la plupart [...] des activités économiques ont pris la forme du gain et de la dépense d'argent ». Nous sommes tellement habitués à cette situation que nous remarquons à peine sa spécificité historique : nous avons tendance à oublier que, par le passé – dans la plus grande partie du monde, et jusqu'à très récemment –, la plupart des gens produisaient eux-mêmes une bonne part ou la plus grande part de leur nourriture, de leurs vêtements, de leur habitat et des autres biens indispensables à la vie. Il convient donc de se rappeler que, si l'argent est apparu et a eu une fonction importante dans de nombreux types de sociétés, la société capitaliste est la seule où il joue un rôle central dans la production et la distribution, au point que la quasi-totalité des biens et services que nous utilisons au

cours d'une journée a été acquise contre paiement d'une somme d'argent.

L'argent est fondamental pour le capitalisme parce que c'est le premier système social de l'histoire où l'essentiel de l'activité productive – hormis les quelques tâches que les gens accomplissent encore souvent eux-mêmes : faire (parfois) la cuisine, se brosser les dents, se consacrer à un violon d'Ingres, etc. – est constitué par le travail salarié, accompli lui aussi contre paiement d'une somme d'argent et qui fait de la main-d'œuvre une marchandise. La plupart des gens étant privés d'accès à la terre, aux machines, aux matières premières et n'ayant pas suffisamment d'argent pour en acheter, ne peuvent plus produire eux-mêmes des biens de première nécessité – habitat, vêtements, nourriture. Ils doivent travailler pour d'autres, ceux qui disposent de capitaux et ont les moyens de les embaucher et de leur fournir les matériaux et outils nécessaires. Globalement, cet argent revient dans la caisse des patrons lorsque leurs salariés achètent les marchandises qu'ils ont produites – en tant que classe – en vendant leur force de travail. Pendant ce temps, les entreprises s'achètent et se vendent entre elles des marchandises : matières premières, machines-outils et autres biens d'équipement, services en tout genre. C'est ainsi que les flux d'argent relient tous les individus, impliqués dans un système social unique.

Les individus qui produisent des biens et services dans une entreprise n'ont pas de liens avec ceux qui achètent et consomment ces marchandises, même si, en dernier ressort, c'est pour l'usage de ces consommateurs qu'ils les produisent. Les ouvriers des boulangeries industrielles et des usines d'automobiles ne savent pas qui achètera le pain et les véhicules qu'ils fabriquent, ni quelle quantité correspond à la demande. Il en va de même pour leurs patrons. Bien que les entreprises capitalistes produisent des biens pour répondre aux besoins

de ceux qui peuvent se les payer, elles sont possédées par des individus ou des sociétés et ne sont, à ce titre, liées au reste de la société que par l'échange de biens contre de l'argent, que ce soit lorsqu'elles achètent des matériaux et du travail humain ou lorsqu'elles vendent leur production.

C'est pourquoi c'est seulement par la réussite ou l'échec de la vente de ses produits – à un prix suffisamment élevé pour dégager un profit – que l'entreprise découvre dans quelle mesure elle répond aux besoins de ses clients. Et ce n'est qu'une fois les marchandises vendues et consommées que le travail par lequel elles ont été produites *compte* réellement dans le système patrons-salariés, qui est le rapport de production dominant. Si elles ne sont pas vendues, ce travail pourrait aussi bien n'avoir jamais été accompli, car elles n'auront aucun usage. Et quand elles doivent être vendues à vil prix, c'est la substance même du mode de production capitaliste – le profit – qui vient à faire défaut, menaçant la survie de l'entreprise qui les a produites. C'est donc le réseau des échanges marchands qui lie entre elles toutes les formes de travail en un système économique.

C'est ainsi que l'argent joue un rôle central dans la société moderne, fondée sur le primat de la propriété individuelle – même si la grande majorité des gens ne possèdent, en fait, pas grand-chose. Car l'argent intègre le caractère social de l'activité productive sous des formes – morceaux de métal, symboles de papier et signaux électroniques – que les individus peuvent posséder et faire circuler.

Comme toutes les représentations, l'argent est un dispositif qui transpose le concret en abstraction : échangeable contre n'importe quel produit, l'argent transforme les différents types d'activités qui servent à la production de marchandises en composantes d'une vaste abstraction, « l'activité productive sociale ». Le caractère abstrait de la production moderne n'est pas seulement un concept, il a une réalité sociale : la logique de l'entreprise veut que le

produit qu'elle commercialise n'ait d'usage, aux yeux de ses propriétaires et commanditaires, que comme moyen de gagner de l'argent. Et cet argent, en tant que représentation de l'activité productive sociale en général, peut être échangé contre à peu près n'importe quoi. Lorsque des dirigeants d'entreprise transfèrent le capital qu'ils gèrent d'un secteur d'activité à un autre, ce n'est certes pas parce qu'ils attachent plus d'importance aux automobiles qu'au soja ou aux animaux en peluche, mais parce qu'ils veulent gagner de l'argent. C'est ça, le capital : de l'argent mobilisé pour *faire* de l'argent, comme disent les Américains. Une entreprise qui ne réalise plus de profits ne peut subsister. Ainsi, c'est une logique purement financière – visant *in fine* à l'accumulation de représentations de l'activité productive sociale – qui détermine quels biens sont assez rentables pour être produits, et qui détermine même si la production de biens matériels et de services concrets est assez rentable pour y investir son argent.

Le fait que l'argent soit le moyen pratique le plus répandu pour représenter l'aspect social de l'activité productive permet aussi de déformer la conception qu'ont les hommes de la réalité sociale. Devenues échangeables contre de l'argent, les ressources naturelles comme la terre, l'eau ou les réserves de pétrole sont représentées par les mêmes équivalents monétaires que les biens et services produits par l'homme. Pour utiliser l'argent de quelqu'un d'autre, il faut lui verser un intérêt – en argent. Des plus prosaïques aux plus complexes, les symboles de l'argent que sont les reconnaissances de dettes et les billets de banque, les actions et les obligations émises par des sociétés, peuvent eux-mêmes être achetés et vendus, puisqu'ils donnent droits à leurs détenteurs à des revenus en argent et peuvent donc être traités comme n'importe quelle marchandise. Et comme toute vente de marchandises doit être rentable, leur prix de vente est toujours déterminé, même dans le cas de biens matériels, par le montant que les gens peuvent et veulent dépenser pour l'acquérir.

En conséquence, le profit, en tant que portion du prix de vente, peut sembler, de façon trompeuse, provenir de certaines activités plus que d'autres, principalement parce qu'on voit des entreprises rivales se livrer une concurrence acharnée pour s'en approprier le plus possible. En fait, le profit – *parce qu'il se réalise dans la forme abstraite de l'argent*, et non dans tel ou tel type de produit concret – ne peut exister durablement s'il n'est engendré par *tout* le réseau des activités productives liées par l'échange de biens contre de l'argent. C'est dans le but de gagner plus d'argent que les employeurs s'achètent les uns aux autres des équipements et des matériaux et paient leur force de travail aux salariés. Lesquels rachètent à leur tour, en tant que consommateurs, la portion du prix de vente ne servant pas à remplacer ou développer l'appareil productif et – ne l'oublions pas – à régaler les patrons en biens de consommation, généralement coûteux...

L'objet de tous les désirs du capital, le profit, n'est autre que la représentation monétaire du travail accompli au-delà de l'activité requise pour permettre à la classe des salariés de se reproduire et pour fournir les biens d'équipement et matériaux nécessaires à la production. C'est l'ensemble de ce système social qui engendre le profit, même si les sociétés privées réussissent à l'accaparer.

On peut constater le caractère social du profit dans le fait que le niveau de rentabilité des investissements s'altère avec le temps, nonobstant les vœux des hommes d'affaires – lesquels, comme tout le monde, doivent s'adapter aux mouvements des prix qui sanctionnent leur performance *. La concurrence dans la quête du profit contraint les entreprises à afficher les mêmes prix pour des produits semblables. Comme les patrons doivent eux-mêmes acheter des marchandises – de la main-d'œuvre et des matériaux –, leur

* C'est de cette évolution permanente et de cette transformation continuelle qu'est née l'idée que l'économie était un ensemble de forces impersonnelles, assimilables aux lois de la nature (NdA).

capacité à se faire concurrence en abaissant les prix dépend grandement des techniques de production qu'ils utilisent. C'est ainsi que s'affirme le caractère social du système, à travers la pression exercée sur chaque entreprise pour qu'elle améliore sa productivité, dans la mesure où la hausse des rendements peut engendrer des profits supérieurs.

Historiquement, cette recherche systématique de la productivité a créé une forte tendance à la diminution de la force de travail par rapport à la quantité de biens produite – tout en augmentant dans l'absolu, bien sûr, le nombre de travailleurs au fur et à mesure que le système se développait. Les patrons ont commencé par rendre le travail plus productif en réunissant les ouvriers dans de vastes ateliers, au sein desquels leur travail fut divisé en tâches de moins en moins qualifiées, et, pour nombre d'entre eux, réduit à la répétition perpétuelle de quelques gestes. Cette tendance entraîna le remplacement des êtres humains par des machines, chaque fois que cela permettait d'accroître la rentabilité, et déboucha sur l'invention de la chaîne de montage moderne, dont la cadence rapide imposa un haut niveau d'intensité du travail. À la fin du ^{XX}^e siècle, le gros de l'activité industrielle était passé à une production de masse mécanisée, exigeant toujours moins de travail humain par rapport à la quantité de machines utilisées et de matières premières transformées.

Cette évolution a eu des conséquences évidentes sur la rentabilité du capital. Puisque le profit global est la représentation chiffrée de la valeur du travail accompli par les salariés de toutes les entreprises de la société, à l'exclusion de la part de travail nécessaire pour remplacer les matières premières et les outils, ainsi que les travailleurs eux-mêmes, la somme des profits déclinera par rapport à l'investissement si les entreprises investissent toujours davantage d'argent dans les machines et les matières premières que dans la main-d'œuvre. Karl Marx, qui a le premier compris ce processus, en parlait comme de « la loi la plus importante de l'économie politique moderne » : la baisse tendancielle

du taux de profit. L'explication que fournit Marx quant à cette tendance du profit à baisser, remarquée bien avant lui par des économistes du XIX^e siècle, demeure, pour le moins, controversée. Mais elle l'a conduit à une prévision qui, elle, s'est révélée tout à fait exacte : l'histoire du capitalisme prendrait la forme d'un cycle où les périodes de récession et de croissance alterneraient. Et elle éclaire la corrélation démontrée par Mitchell entre les variations de la rentabilité et le cycle crise-reprise.

Marx a souligné que la croissance du capitalisme, avec sa tendance à la mécanisation, conduisait à une augmentation de la quantité d'argent nécessaire pour continuer à accroître la production et, du même coup, à l'augmentation de la taille des entreprises. Dans les cent plus grosses firmes des États-Unis, par exemple, la somme investie en biens d'équipement par ouvrier a doublé, en valeur constante, entre 1949 et 1962. Et, bien sûr, au fur et à mesure que la mécanisation, l'automatisation puis la robotisation amélioraient la productivité, il a fallu acheter des quantités toujours plus importantes de matières premières. Il résulte notamment de ce processus de baisse de rentabilité du capital que le taux de profit, en deçà d'un certain niveau, devient insuffisant pour maintenir l'expansion du système*.

Le ralentissement ou la stagnation de l'investissement entraîne un rétrécissement du marché pour les biens d'équipement et de consommation. Les patrons n'investissent plus dans l'achat de bâtiments, de machines et de matières premières ; ils ne paient pas non plus les salaires que les travailleurs auraient dépensés en biens de consommation. Le ralentissement de l'investissement est vécu par les travailleurs sous la forme d'une montée du chômage et

* En 1966, la construction de l'usine General Motors de Lordstown, dans l'Ohio, la plus automatisée du monde à l'époque, coûta 100 millions de dollars. En 2002, GM dut en dépenser 500 millions pour la moderniser, ce qui permit de réduire la main-d'œuvre de 7 000 à 2 500 salariés. Sept ans plus tard seulement, voilà GM qui mendie des subsides à l'État pour éviter de mettre la clef sous la porte (NdA).

par les patrons comme une contraction des marchés. Ce processus s'amplifie de lui-même, au fur et à mesure que la baisse de la demande provoque des faillites, un plus fort taux de chômage et une nouvelle contraction de la demande. Entre-temps, comme les patrons – tout comme les autres emprunteurs – peinent de plus en plus à remplir leurs obligations financières, les diverses formes de reconnaissances de dettes endossées par les banques et les maisons de titres perdent de la valeur, ce qui provoque une crise du crédit, tandis que la chute du prix des actions reflète la baisse de la rentabilité des entreprises. Les particuliers comme les établissements financiers préfèrent épargner plutôt qu'investir leurs liquidités. Bref, le capitalisme pique sa crise.

Mais, en l'occurrence, ce qui cause des souffrances aux individus profite, en définitive, au système. Tandis que de nombreuses sociétés font faillite, que des biens d'équipement de toutes sortes demeurent invendus et que l'immobilier chute, les entreprises qui survivent peuvent acquérir des bâtiments, des machines et des matières premières à bas prix. Le marché exerce une pression plus forte sur l'innovation technique afin de l'orienter vers la conception de nouvelles machines plus efficaces et moins coûteuses. En conséquence, le coût des investissements en capital fixe baisse. Les capitalistes voient ainsi les coûts de production diminuer tandis que la main-d'œuvre qu'ils emploient est plus productive qu'avant – les salariés, craignant le chômage, étant contraints de travailler plus pour un salaire moindre, et sur de nouveaux équipements plus performants. Il en résulte une augmentation temporaire du taux de profit, qui permet à son tour un nouveau cycle d'investissements et donc l'ouverture de nouveaux marchés pour les biens de production comme pour les biens de consommation. La crise est donc le remède à la baisse du taux de profit et rend ainsi possible la période de prospérité suivante, même si cette reprise crée à son tour les conditions d'une nouvelle crise.

À la lumière de ce modèle, ce qu'il y a d'insolite dans la situation actuelle, ce n'est nullement la baisse des profits – visible dans l'économie mondiale dès la fin des années 1960 ou lors de la crise rampante de 1973-1978 –, c'est plutôt qu'une crise mondiale de grande ampleur ne soit pas advenue bien avant 2008. Comme l'avaient fait les crises précédentes, la Grande Dépression des années 1930 et les gigantesques destructions de capital de la Seconde Guerre mondiale jetèrent les bases de la prospérité nouvelle qui caractérisa l'âge d'or des « trente glorieuses » années de croissance qui s'ensuivirent. Il n'est pas surprenant, au vu de l'histoire du cycle crise-reprise, que cette nouvelle prospérité ait commencé à décliner à la fin des années 1960.

Mais si le capitalisme était resté fondamentalement le même système, la politique économique pratiquée par les États avait profondément changé depuis les premiers pas du fordisme. D'une part, les risques engendrés par les mouvements sociaux et les bouleversements politiques déclenchés par la crise de 1929 – le chômage massif ayant radicalisé les populations qu'il touchait – étaient inacceptables aux yeux de l'élite gouvernante des États capitalistes de l'après-guerre, surtout dans le contexte de ce que nombre de décideurs croyaient être une confrontation épique avec le « communisme » soviétique et la subversion de l'ordre social. Par ailleurs, on imagina que les méthodes keynésiennes de financement des déficits pourraient aussi prévenir et atténuer les ravages du cycle crise-reprise. Et de fait, l'élévation continue du niveau des dépenses publiques en projets militaires et civils, après 1945, augmenta la demande de biens et de services au-delà de ceux produits par le secteur privé – c'est-à-dire par l'économie capitaliste au sens propre du terme – et créa les conditions d'une certaine prospérité malgré la baisse continue de la rentabilité.

De plus, le papier-monnaie, que les États – surtout l'État américain – imprimèrent avec prodigalité pour payer

toutes ces dépenses, et le crédit, que les établissements financiers, encouragés par les banques centrales, accordaient aisément aux particuliers et aux entreprises, rendirent possible l'extension de la dette. Le système avait trouvé là un moyen de soutenir la consommation individuelle et les acquisitions d'entreprises, puis, à partir des années 1980, des formes de plus en plus variées de spéculation – dans l'immobilier et à la Bourse – pour finir par prétendre prémunir les investisseurs, grâce à la sophistication nouvelle des produits dérivés, contre les aléas de la spéculation elle-même. La dette croissante de l'État, des entreprises et des particuliers apparaissait désormais dans les bilans comptables des banques et d'autres entreprises en tant que profit, bien que ne reposant pas sur une activité productive réelle.

Entre-temps, exactement comme lors des précédentes récessions, les pressions se sont multipliées sur les salariés pour qu'ils travaillent davantage, et les entreprises ont cherché à rendre le coût du travail moins onéreux en délocalisant les usines des pays à hauts salaires vers les régions du monde où la main-d'œuvre était meilleur marché – il leur suffit souvent, d'ailleurs, de brandir la menace d'une délocalisation pour réduire les salaires et les avantages sociaux dans les pays développés.

À partir des années 1980, les dépenses destinées à alimenter les programmes d'aide sociale de l'État furent réduites, augmentant d'autant les crédits disponibles pour les entreprises privées, tout en étendant leur champ d'intervention. Comme prévu, ces diverses initiatives réduisirent les coûts de production, contribuant ainsi à une réelle augmentation du taux de profit. Mais, évidemment, ce ne fut pas suffisant, étant donné le coût élevé des biens d'équipement, pour susciter une nouvelle vague d'investissements dans la production, assez rentable pour rivaliser avec l'attrait de gains élevés et rapides que l'on pouvait réaliser en spéculant sur les actifs à risque des *hedge funds* et autres « portefeuilles alternatifs ».

De là provient la situation économique qui est apparue aussi dramatiquement au cours de l'année 2008, alors même que, depuis des dizaines d'années, les signes avant-coureurs d'une récession mondiale – crises de la dette, récessions, faillites de banques, chocs boursiers – étaient suffisamment clairs pour alerter le public. Attribué tantôt à la conjonction du relâchement des mesures régulatrices, tantôt à la politique hasardeuse des banques centrales, voire à un regain de cupidité dans les mœurs du marché, l'effondrement économique actuel est, tout simplement, dans le droit fil de l'histoire du capitalisme en tant que système social dominant depuis la Révolution industrielle. Ce à quoi nous faisons face aujourd'hui, c'est en gros une crise majeure qui aurait pu se produire beaucoup plus tôt, mais que les mesures politiques et économiques ont permis de retarder pendant une trentaine d'années – en partie en la déplaçant vers les régions pauvres du monde, mais surtout grâce à la création dans les pays les plus riches d'une dette d'une ampleur sans précédent dans l'histoire.

À présent, la crise est là. Quelle forme prendra-t-elle ? Et que peut-on y faire ? J'aborderai ces questions dans le prochain, et dernier, article de cette série.

New York, février 2009